

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

*Dépôt des questions orales jusqu'à 11h30**Après-midi : réception du Président*

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications Le président rend hommage à M. André Gavillet, ancien Conseiller d'Etat. Quelques minutes de silence sont respectées.			
	2.	Dépôts Motion : Albert Chapalay, Yves Ferrari. Interpellation : Sylvie Podio, Jérôme Christen			
RENV-COM	3.	(14_POS_080) Postulat Mathieu Blanc et consorts - Des mini-caméras pour protéger les citoyens, la police et pour aider à l'identification des délinquants (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures) Cosigné par au moins vingt députés, le postulat est renvoyé directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			
RENV-COM	4.	(14_POS_081) Postulat Denis Rubattel et consorts - Renforcer la sécurité des agents de détention et faire appliquer des sanctions plus lourdes aux détenus qui enfreignent le règlement de la prison qui les accueille ! (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures) Cosigné par au moins vingt députés, le postulat est renvoyé directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			
TRAITE	5.	(GC 119) Demandes de grâce de MM. D.P.G et A.U Bulletins délivrés : 133; bulletins rentrés : 133; bulletins nuls : 0, bulletins valables : 133; bulletins blancs : 6; majorité absolue : 67. Les demandes de grâce de MM D.P.G et A.U. sont refusées par, respectivement, 123 voix et 124 voix.	GC		

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-CE	6.	(13_MOT_030) Motion Martial de Montmollin et consorts - Pour une politique plus durable pour le tourisme dans les Alpes vaudoises (Vote nominal) Suite à la demande du député Philippe Jobin, vingt députés au moins soutiennent la demande de vote nominal. Au vote nominal, les conclusions du rapport de la majorité de la commission (classement de la motion transformée en postulat avec l'accord du motionnaire) sont refusées par 66 oui, 69 non et 1 abstention. La motion transformée en postulat est renvoyée au Conseil d'Etat.	DECS	Neyroud M. (Majorité), Epars O. (Minorité)	
TRAITE	7.	(13_INT_179) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claude-Alain Voiblet - Certains collaborateurs de banques et citoyens vaudois ont-ils à craindre un prochain déplacement à l'étranger ? Détermination Claude-Alain Voiblet à la suite de la réponse du Conseil d'Etat à son interpellation : l'amendement Jean-Marie Surer est accepté par 134 oui, 2 non et aucune abstention. La détermination amendée est acceptée par 123 oui, 13 non et aucune abstention. Consistant en un vœu, la détermination est renvoyée au Conseil d'Etat, qui a trois mois pour informer le Grand Conseil de la suite qui lui sera donnée.	DECS.		
TRAITE	8.	(13_INT_190) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Amélie Cherbuin - Comment soutenir nos ressortissants américains ?	DECS.		
RET	9.	(14_RES_017) Résolution Claude-Alain Voiblet et consorts - Soutien direct aux collaborateurs concernés par la transmission de leurs noms aux autorités américaines. Conformément à ce que l'auteur a communiqué au point 7 de l'ordre du jour, la résolution est retirée au profit d'une détermination déposée et discutée ci-avant.			
REF	10.	(14_RES_018) Résolution Valérie Induni et consorts - Transmission de données de la BCV aux autorités américaines Soutenue par au moins vingt députés, la résolution Valérie Induni, formulant un vœu à l'intention du Conseil d'Etat, est mise en discussion. Au vote, elle est refusée par 73 non, 54 oui et 7 abstentions.			

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
REF	11.	(14_MOT_036) Motion Stéphane Montangero et consorts - Mieux vaut prévenir que guérir, y compris pour les transformations de locaux de travail Les conclusions de la majorité de la commission (classement de la motion) sont acceptées par 75 oui, 58 non et 1abstention.	DECS	Thuillard J.F. (Majorité), Gander H. (Minorité)	
RENV-T	12.	(14_PET_025) Pétition des jeunes libéraux radicaux - Du sirop à l'apéro ? NON ! Stop aux mesures liberticides et à l'infantilisation !	DECS	Hurni V.	09/09/2014
RENV-T	13.	(153) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 33.5 millions pour financer la poursuite des travaux de mensuration officielle et le développement de l'infrastructure cantonale en données géographiques (mise en oeuvre des lois fédérale et cantonale sur la géoinformation) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la mensuration officielle et l'infrastructure cantonale des données géographiques(1er débat)	DIRH.	Cachin J.F.	09/09/2014
RENV-T	14.	(14_MOT_037) Motion Jacques Haldy et consorts - Pour permettre le gré à gré concurrentiel	DIRH	Mattenberger N.	09/09/2014

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	15.	(161) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'étude de CHF 14'500'000 pour financer les études des infrastructures nécessaires à la 2e étape de développement du RER Vaud et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur - la motion transformée en postulat Roxanne Meyer Keller et consorts au nom des député-e-s du district de la Broye-Vully demandant le déblocage des crédits nécessaires pour améliorer les infrastructures ferroviaires et routières dans la Broye-Vully (11_MOT_152) et - la motion Frédéric Haenni et transformée en postulat demandant de tenir compte, dans le cadre de l'EMPD actuellement à l'étude, d'une politique globale et concertée de la mobilité dans la Broye et le Jorat, notamment en liant la requalification de la RC 601a avec une offre performante des transports publics (08_MOT_019) et - sur le postulat Jean-François Cachin et consorts : "Tirons la prise du congélateur et dégelons le dossier RC 601" (09_POS_160) Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations - Aliette Rey-Marion "A quand des transports publics adaptés à tous les âges ?" (13_INT_087) - Frédéric Haenni : "Combien de temps encore le sonotone restera-t-il au congélateur ?" (11_INT_596) et Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil à la simple question de Jean-François Cachin : (10_INT_444) "Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Catherine Labouchère et consorts au nom des groupes libéral et radical – Ecole hôtelière de Lausanne : dissocier les projets pour loger rapidement les étudiants ?" (11_QUE_023)(1er débat)	DIRH.	Modoux P.	09/09/2014
RENV-T	16.	(13_INT_175) Réponse du CE aux interpellations Denis Rubattel : - LEB : gagner du temps pour éviter d'autres accidents ! (13_INT_175) et - Rapprochement LEB - TL : une nouvelle perte de substance pour le Gros-de-Vaud ? (13_INT_201)	DIRH.		09/09/2014
RENV-T	17.	(13_POS_044) Postulat Jean-François Cachin et consorts - Des places de parc pour des cars dans le secteur du P-R de Vennes	DIRH	Durussel J.	09/09/2014

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	18.	(14_RES_014) Résolution José Durussel et consorts au nom de la commission qui a traité le postulat (13_POS_044) Jean-François Cachin et consorts - Des places de parc pour des cars dans le secteur du P+R de Vennes.			09/09/2014
RENV-T	19.	(14_INT_207) Réponse du Conseil d'Etat à l'Interpellation Jean-Michel Dolivo - Activité accessoire bénévole des employé-e-s de la fonction publique vaudoise, une limite arbitraire à la liberté d'expression, d'opinion et d'organisation ?	DIRH.		09/09/2014
RENV-T	20.	(14_INT_277) Interpellation Anne Baehler Bech - Les conséquences des plateformes comme airbnb sur le marché du logement (Développement)			09/09/2014
RENV-T	21.	(14_INT_278) Interpellation Anne Baehler Bech - Disponibilité des terrains constructibles : quelles applications de l'article 15a alinéa 2 LAT ? (Développement)			09/09/2014
RENV-T	22.	(14_INT_280) Interpellation Axel Marion et consorts - Tarifs des transports publics : les usagers des tl sont-ils les dindons de la farce ? (Développement)			09/09/2014
RENV-T	23.	(14_INT_281) Interpellation Jérôme Christen et consorts - les installations du coupage chaleur-force, quelle politique le Conseil d'Etat entend-il mener ? (Pas de développement)			09/09/2014

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :